

Réajuster les négociations en agriculture

Les autorités suisses ont prolongé la période de fermeture jusqu'à la mi-mai pour les activités non essentielles. Bien que l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ait maintenu la suspension de toutes ses réunions jusqu'à la fin avril seulement, il est peu probable que les délégués se rencontrent avant le début juin.

L'OMC, entre-temps, prévoit ramener graduellement le personnel du Secrétariat au siège social à partir de la semaine prochaine, en commençant par le retour au travail d'environ 20 % de son personnel le 11 mai. La crise de la COVID-19 a limité la capacité des Membres à faire avancer les négociations cette année, ce qui a amené le président du groupe de négociation sur l'agriculture, l'ambassadeur Deep Ford (Guyana), à recommander à ses Membres de présenter des commentaires écrits et de tenir des vidéoconférences pour remplacer les réunions en personne afin de réaliser des progrès sur le plus d'éléments possible « en vue d'atteindre un résultat équilibré, progressif et significatif en agriculture à court et moyen terme ».

Dans un courriel envoyé aux délégués le 24 avril, l'ambassadeur Ford a décidé de repousser la date limite du 15 avril pour soumettre des commentaires sur son document présentant des options pour la CM12 au 8 mai, bien qu'il ait déjà reçu les commentaires de certains Membres ou groupes de Membres, a-t-il souligné.

Le président avait ciblé, en fonction de ses consultations avec les Membres, un maximum de deux options pour chaque élément des sept sujets de négociation sur la table pour la CM12 (c'est-à-dire le soutien interne, l'accès aux marchés, la concurrence à l'exportation, les restrictions à l'exportation, le mécanisme de sauvegarde spéciale, la détention de stocks publics et le coton) à propos desquelles il a

demandé aux Membres de réfléchir et d'émettre leurs commentaires d'ici le 8 mai.

Les options abordent des éléments substantiels et procéduraux ainsi que la transparence. Alors que certains sujets sont décrits comme étant presque mûrs pour une décision, d'autres, entre-temps, doivent encore être travaillés, et les Membres devraient donc s'entendre sur un programme de travail ou un cadre d'action à moyen et long terme.

Les commentaires formulés par les Membres sur les options aideront le président à rédiger une ébauche plus détaillée qui serait ultimement présentée aux fins de considération lors d'une réunion avec les hauts fonctionnaires et les ambassadeurs, dès que possible.

« Nous nous trouvons dans une situation sans précédent qui a changé la manière dont nous travaillons ainsi que les horizons temporels de notre travail », a écrit M. Ford dans son courriel, ajoutant que l'un des principaux messages qu'il a reçus des Membres concerne « la nécessité de réajuster les négociations en agriculture en raison de l'écllosion de la COVID-19 » principalement parce que les gouvernements se concentrent pleinement sur les impacts immédiats de la crise sanitaire et que la coordination interne est difficile au sein des pays et parmi les groupes de pays, et étant donné l'incertitude entourant la date de la CM12, en plus de l'impact du coronavirus sur les marchés agricoles et la sécurité alimentaire.

Les Membres devront trouver « le juste équilibre entre la poursuite du travail entrepris au cours des deux dernières années et l'intégration des nouvelles priorités, données, approches et visions à la suite de la crise de la COVID-19 », a indiqué M. Ford.

Assurer un commerce ouvert et prévisible en agriculture

Le 22 avril, une coalition de pays¹ comprenant le Canada a publié une déclaration commune demandant à ce que les frontières et le commerce demeurent ouverts à la suite de la crise de la COVID-19 pour assurer une reprise économique solide.

« Alors que les Membres prennent des mesures pour réagir à la pandémie, il est impératif que ces mesures ne nuisent pas au commerce des produits agroalimentaires et agricoles, ce qui aurait ultimement des effets négatifs sur la sécurité alimentaire, l'alimentation et la santé des Membres et de leurs populations », peut-on lire dans la déclaration commune.

Tout comme les récentes demandes concernant l'importance du commerce ouvert pour assurer l'approvisionnement en fournitures médicales essentielles, la coalition – qui représente 63 % des exportations mondiales et 55 % de l'ensemble des importations de produits agroalimentaires et agricoles – a particulièrement insisté sur l'importance de « maintenir les chaînes d'approvisionnement de produits agricoles et de préserver la capacité des Membres d'importer des produits agroalimentaires et agricoles pour répondre à leurs besoins intérieurs. »

Cela permettrait d'éviter les pénuries d'aliments et les risques élevés d'insécurité alimentaire. Le principal objectif de cette proposition est de prévenir la mise en place de nombreuses mesures protectionnistes dans les mois à venir à la suite de la crise de la COVID-19.

¹Australie; Brésil; Canada; Chili; Chine; Colombie; Costa Rica; États-Unis; Hong Kong; Japon; Kinmen et Matsu; Malawi; Mexique; Nouvelle-Zélande; Paraguay; Penghu, Pérou; Qatar; République de Corée; Royaume-Uni; Singapour; Suisse; Territoire douanier distinct de Taiwan, Ukraine; Union européenne; Uruguay.

M. Ford, quant à lui, prévoit envoyer une première ébauche de sa compilation des commentaires qu'il a reçus sur son document présentant les options d'ici la mi-mai.

« J'ai choisi d'envoyer les réponses en mentionnant leur source après avoir considéré les commentaires de nombreux Membres selon lesquels cette manière de procéder faciliterait grandement le travail des délégations à Genève et dans les capitales, particulièrement les plus petites », a-t-il souligné dans sa note du 24 avril.

Il a affirmé être en train d'explorer diverses options pour le processus à suivre à l'avenir. Son plan immédiat serait de tenir une vidéoconférence afin de discuter de son document de la mi-mai et de lancer des idées sur la manière d'effectuer le travail en agriculture à l'avenir.

Proposition de dates et de lieux pour la CM12

Le 27 avril, la délégation du Kazakhstan a publié un communiqué dans lequel elle offre de tenir la CM12 en juin 2021 à Nur-Sultan.

« À la suite de consultations au sein du gouvernement, je suis heureux de vous informer que la République du Kazakhstan demeure prête à tenir la prochaine Conférence ministérielle de l'OMC en juin 2021 à Nur-Sultan », a écrit la délégation du Kazakhstan dans une note de service adressée au directeur général de l'OMC, Roberto Azevêdo.

« Par conséquent, nous aimerions que vous-même et le président du Conseil général, l'ambassadeur David Walker, consultiez les Membres de l'OMC eu égard à la proposition du Kazakhstan. »

La suggestion est maintenant entre les mains des Membres. La proposition du Kazakhstan sera fort probablement acceptée par l'ensemble des Membres, a affirmé une source informée. Il n'y a pas d'autre option pour l'instant, outre celle de tenir la réunion à Genève, ce qui est très improbable, a ajouté la source.

Genève en bref est publié une fois par mois par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada, les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada et les Producteurs d'œufs du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement en matière d'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter : producteurslaitiers.ca, producteursdepoulet.ca, producteursdoeufs.ca, leseleveursdedindonducanada.ca, chep-poic.ca.

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254

